

# L'épine noire

Apériodique - hiver 2013 - numéro 3



**PRIX LIBRE**

**JOURNAL DE CONTRE-INFORMATION POITIERS ET ALENTOURS**

Chroniques de la  
guerre sociale  
p.3

Le mariage pour  
tous et toutes...  
mais plus encore  
pour personne !  
p.6

En guerre p.8

Vinci est partout,  
Vinci est ici p.14

Vivre en Vienne Un  
hymne au béton p.15

Bienvenue à  
toi Elisabeth  
Borne p.16

Cachez ces pauvres  
que je ne saurais  
voir p.17

L'imposture sio-  
niste et la cause  
Palestinienne p.18

La ZAD est partout  
p.21

Jeux p.22

### Février 2013.

En ce début d'année 2013, François Hollande, le président de la République, a ouvert plusieurs fronts.

Tout d'abord, il y a le front intérieur, celui de la « bataille pour l'emploi ». Or, il s'avère que le pouvoir socialo-écologiste a une nouvelle fois démontré qu'il ne pouvait pas tenir une de ses promesses électorales, enrayer la montée du chômage pour des milliers de travailleurs. Les sidérurgistes d'Arcelor-Mittal, les ouvriers de l'automobile comme ceux de PSA à Aulnay-sous-Bois, ceux de Goodyear d'Amiens-Nord ou ceux de Pétroplus ne se font guère d'illusions : ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes, les dynamiques de luttes convergentes qui se nouent et les échos certains au sein de la société. Le ministre de la Police, à savoir Manuel Valls, ne s'y trompe pas lorsqu'il se dit inquiet des risques d'« implosions ou explosions sociales », affirme qu'« on ne peut pas casser l'outil de travail » et qu'il arbore des dispositifs policiers autour des usines occupées. Comme le rappelle le groupe La Rumeur : « [...] le spectre du chômage justifie une volonté délibérée de flicage ».

Parallèlement, il y a tout un battage médiatique (favorisé par une étrange lenteur à légiférer, même si le projet vient d'être adopté par l'Assemblée) sur la question de l'élargissement du mariage aux couples homosexuels, qui met en lumière la volonté du gouvernement de masquer les luttes en cours par un sujet, certes, sérieux en matière d'« égalité formelle des droits » mais très réformiste au regard de l'histoire des mouvements gays et lesbiens. Cela a eu pour effet de redonner du crédit aux politiques en caricaturant la dualité, rassurante, des camps politiques au Parlement comme dans la rue, gauche/droite, conservatisme/modernité, régression/progrès, croyant/athée, etc.

Puis il y a un second front, extérieur celui-là, ouvert un certain 11 janvier au nord du Mali (ou « Sahélistan »), et qui prouve une fois encore que la gauche de gouvernement souhaitait montrer aux États-Unis que la Fraaaance (!) ne peut se contenter d'être un gendarme régional en continuant d'assumer son impérialisme et son néocolonialisme en Afrique, mais qu'elle est une grande puissance. C'est comme donner un avertissement pour faire peur à tous les gens qui luttent partout, en particulier aux mouvements révolutionnaires de Tunisie et d'Égypte.

C'est ce même pouvoir qui travaille ici, dans la ville « bonhomme », où les laborantins changent de tête. À la préfecture : Elisabeth Borne. Une ancienne jospinette aux manettes dans la région, spécialiste des dossiers de grands projets d'aménagement capitaliste du territoire. Vous voyez le dièse ? Cœur d'Agglo, LGV Tours-Bordeaux, LGV Poitiers-Limoges, etc. Ne vous en faites pas, quand il faudra empêcher toute manifestation hostile au contrôle social, elle en sera.

Pendant ce temps-là, des travailleurs se mettent en grève, se battent, luttent comme ils peuvent soit pour sauver leur emploi, soit pour avoir des augmentations de salaire, ou bien encore pour réclamer des indemnités de licenciement comme le font les ex-ouvrières de l'usine saint-savoine d'Aubade.

Ces réactions de travailleurs (ou pas), qu'elles soient plus ou moins populaires, nous font plaisir, même si elles n'annoncent, bien évidemment, pas la fin imminente du rapport social capitaliste ; ce sont sans doute des voies qui aiguisent les lames de la critique, et comme le dit le vieil adage : « Qui ne tente rien n'a rien ».

# Chroniques de la guerre sociale

## Usagers de TER en colère

Le collectif Rullicois des Usagers du TER Poitiers-La Rochelle souhaite des horaires plus adaptés, une plus grande accessibilité à la gare pour les 2 600 habitants de Rouillé. Afin d'obtenir satisfaction, ils ont bloqué plusieurs fois les voies..

De plus, il y a eu plusieurs mobilisations d'usagers agacés par les changements d'horaires de la ligne TER Poitiers-Limoges. Par ailleurs certains soulignent le fait que c'est fait de manière délibérée de la part de la SNCF afin de décrédibiliser le TER au profit de la propagande pour le projet de la future LGV entre Poitiers et Limoges, en somme d'organiser le chaos pour imposer un ordre.

## Traque aux jeunes étrangers

Une descente de plus d'une vingtaine de policiers a eu lieu à l'Hôtel Astral pour cinq jeunes africains. Le conseil général, le procureur de la République et les flics les soupçonnaient d'avoir usurpé leurs âges, d'être de faux mineurs, et donc, de profiter des prises en charge de l'ASE (l'aide sociale à l'enfance).

## Débrayer les moteurs

Les nombreux débrayages ayant cours dans les usines ces derniers temps ont pour revendication première et essentielle l'augmentation des salaires. A l'image des confiseurs ou des travailleurs de Schneider, 200 ouvriers (sur 2 200) des usines fabricants des moteurs électriques Leroy-Somer, ont débrayé pendant deux heures.

## Braquage à l'italienne

Passant par la petite arrière de la pizzeria, rue du Président Wilson, un homme a sorti une arme de poing et s'est fait remettre la caisse d'une centaine d'euros par la petite poignée d'employés encore restante dans la salle



## Ambiance Électrique chez Schneider

Les travailleurs de Schneider Electric du site de Chasseneuil du Poitou ont débrayé pendant plusieurs heures (deux le matin et deux l'après-midi) : 90% des 226 salariés ont suivi. Ils ont débrayé à cause de la maigre proposition d'augmentation de salaire et de l'autoritarisme de la direction centrale. Alors que le groupe a fait plus de 22 milliards d'euros de chiffres d'affaires l'an passé, et un taux d'exploitation de 14%, en plus d'un bénéfice net de 2 milliards d'euros, d'après les syndicats, et il en propose qu'une augmentation de 0,6%. Le bras de fer continue.

## Liquidation pour Debuschère et Bourguignon

Ces deux sociétés, appartenant au groupe BH (dont le siège social est basé à Gentilly en région parisienne) spécialisées dans le ravalement de façade, les plaques et les peintures de plâtre n'ont eu finalement que trois mois de sursis. Il n'y a eu aucun repreneur depuis la mise en liquidation annoncée en octobre dernier, donc, ce sont 85 salariés qui seront laissés sur le carreau car menacés de licenciement. Déjà, plus de 130 salariés ne s'étaient pas fait d'illusions soit en négociant leur départ, soit en partant «volontairement».

## Grogne à l'hosto

Fin Décembre 2012, il y a eu une grève au Centre Hospitalier de Poitiers. Les travailleurs grognaient contre la détérioration de leur condition de travail notamment dans les urgences : le manque de personnels, le manque de temps pour chaque patient et la mutualisation de plusieurs services qui accentuent les cadences au travail. Ils ont alors envahi le conseil de surveillance de l'établissement présidé par le Député-Maire Alain Claeys pour se faire entendre.

## Chiffres du désastre en 2012

**521** salariés licenciés.  
**282** défaillances d'entreprises dont 191 liquidations judiciaires et 91 redressements judiciaires.  
**28** plans de sauvegarde.  
**1 284** salariés de la Vienne concernés par une procédure collective.

## Braquage au supermarché

Une ou plusieurs personnes ont braqué un supermarché U à la Roche-Posay, juste avant la fermeture du magasin. La gendarmerie est sur les dents : plusieurs unités mobilisées (Poitiers, Chauvigny, Châtelleraut) en plus d'un hélicoptère...

## De la sous-traitance dans l'industrie de l'automobile

Avec l'annonce des plans de licenciements massifs dans l'industrie automobile chez PSA, Renault-Nissan ou bien chez Goodyear, les 3 000 travailleurs de la Vienne (surtout dans le nord) de la sous-traitance de ce secteur, vont sans doute en subir les conséquences..

## La dalle de logement

Trois personnes soutenues par le DAL (Droit au logement), en la présence de Jean-Baptiste Eyraud et de l'évêque Jacques Gaillot, comparaissaient en appel pour des faits de rébellion, outrage et récidive. - une d'entre elle avait pris deux mois de prison ferme en première instance- lors de l'évacuation d'un campement installé Place Notre-Dame. Ils ont, une nouvelle fois, contesté les faits qui leur sont reprochés : leurs avocats ont insisté sur l'illégalité de la procédure d'interpellation. Bref, en tout cas, les magistrats se sont une nouvelle fois moqués des prévenus et de leurs arguments. Verdict, le 22 Mars prochain.

## Fin de la Coop-Atlantique à Ingrandes (Vienne)

A Saintes (Charente-Maritime) le comité central de la Coop-Atlantique annonce la fermeture prochaine de son entrepôt situé à Ingrandes. En effet, le groupe est en train de restructurer ses plate-formes logistiques qui sont les doublons de celles de Système U, trust avec lequel le groupe s'est associé. Et c'est la que le bât blesse, car en s'associant à ce trust qui, on le rappelle, pèse plus de 15 milliards d'euros, la Coop-Atlantique a tendu le bâton pour se faire battre et donc savait qu'il y aurait des conséquences sur le sort des 142 travailleurs d'Ingrandes.

## Conventionnelles ruptures

Voici la petite arme des patrons: la rupture conventionnelle du CDI, d'après la presse locale est en train de dépasser les licenciements dans la Vienne. C'est un dispositif du président Sarkozy dans sa réforme de modernisation du marché de travail (2008). Il permet à l'employeur de se séparer plus facilement de son salarié, de masquer des licenciements économiques selon les syndicats. En 2012, en Poitou-Charentes, on compte 6 478 ruptures conventionnelles soit une augmentation de près de 8% par rapport à 2011.

## Du Rififi à la Confiserie

Il y a eu plusieurs débrayages dans l'usine du Comptoir Européen de la Confiserie employant 200 salariés, située à Saint-Genest d'Ambière dans la Vienne, pour peser sur les négociations face à la direction. Les travailleurs veulent des augmentations de salaires à hauteur de 150 euros sur les salaires, sur les primes pour les vacances et un départ anticipé à 57 ans. Ils refusent les propositions de la multinationale Mendelez (ex-Kraft Foods, un des leaders mondial de l'agroalimentaire) qui propose seulement une augmentation de 1% alors que leur chiffre d'affaire a augmenté de 4% en France.

## Les 66 ex-Aubade au tribunal

66 anciennes ouvrières d'Aubade (lingerie) contestent toujours l'argument économique de leurs licenciements qu'elles considèrent comme abusifs de la part du groupe suisse Calida. Si les Prud'hommes de Poitiers ont rejeté leur demande d'indemnités, le tribunal administratif et la cour administrative d'appel de Bordeaux leur avaient donné raison. Rendu le 20 Mars 2013 prochain.

## Une SCOP comme rempart au chômage

Le tribunal a donné son feu vert pour le plan de reprise des 89 salariés de la boîte Arféo-Buroform (spécialisée dans le mobilier de bureau) afin qu'ils puissent se mettre en SCOP (société coopérative et participative) pour reprendre l'activité et sauver leurs emplois.



# Le mariage pour tous et toutes... mais plus encore pour personne !

Sur le principe de l'égalité des droits, et contre les réactionnaires de tout poil qui s'agitent en ce moment sur la question du mariage pour les couples homosexuels, dans un beau tapage médiatique à arrière-fond politicien, nous ne pouvons qu'affirmer le « droit au mariage » des homosexuel-le-s. Mais sans oublier de dénoncer le mariage pour ce qu'il est aujourd'hui comme hier : une institution patriarcale et un instrument de contrôle social – et sans oublier de lutter à la fois pour la généralisation de droits attachés aux personnes en dehors de toute considération de leur vie affective ou sexuelle et pour une vraie libération sexuelle.

Le mariage, union traditionnelle d'un homme et d'une femme pour procréer et régler les questions d'héritage, va être ouvert en France aux couples de même sexe – après certains pays et avant d'autres. Les arguments en faveur de ce changement sont essentiellement liés à l'évolution de la parentalité, et les opposant-e-s au

de se marier, de nos jours ? Pour faire reconnaître son amour par le monde entier, à commencer par l'Etat. Pour réduire ses impôts s'il y a déséquilibre de revenus. Pour affirmer qu'on n'est plus « disponible », le port d'un anneau affichant cette indisponibilité... D'aucun-e-s ajouterait que le mariage hétéro sert aussi à ce que l'homme dispose d'une employée de maison bon marché et à ce que la femme ait un propriétaire publiquement reconnu (en ajoutant cette devinette : « Pourquoi les robes de mariée sont-elles blanches ? Pour être assorties à la machine à laver et à la cuisinière »)... mais ce genre de fonctionnement entre homme et femme n'est malheureusement pas l'apanage des couples mariés.

Quoi qu'il en soit, le mariage étant une institution du système patriarcal qui sert le contrôle social, réclamer son extension ne devrait en aucun cas être l'une de nos revendications. Cependant, la réalité étant ce qu'elle est, soutenir le mariage pour toutes et tous est pour nous comme soutenir le droit de vote pour les immigré-e-s : une revendication minimale d'égalité parallèle à des revendications contradictoires et plus fondamentales.



projet du gouvernement ne s'y trompent pas : il y a derrière, entre autres, le droit à l'adoption pour les couples homos et le droit à la procréation médicalement assistée (PMA) pour les lesbiennes. Cette modification est également rendue nécessaire par une revendication d'égalité – mais de quelle égalité s'agit-il ? Pourquoi un couple éprouve-t-il en général le besoin

## A bas l'ordre patriarcal...

Dans les années 1970, des homosexuel-le-s (en particulier au sein du Front homosexuel d'action révolutionnaire) ont mené des luttes visant à faire évoluer les mœurs – pour le droit à disposer de son corps afin de satisfaire ses désirs multiples avec les personnes de son choix, quel que soit leur sexe ; pour combattre les préjugés et les interdits, la morale bourgeoise et son ordre, son exigence de fidélité...

La revendication du mariage posée actuellement par des homosexuel-le-s, et soutenue par une partie de la classe politique, souligne la régression opérée depuis cette époque. Certes, au nom de l'égalité avec les hétéros – et même si cette égalité posée pour l'occasion en principe ne paraît guère préoccuper grand monde sur d'autres terrains économiques et sociaux –, ces personnes doivent pouvoir transformer leur désir en droit, on l'a dit plus haut. N'empêche, dans une époque où plus de la moitié des mariages entre hétéros sont suivis à assez

brève échéance d'un divorce, quelle drôle d'idée que de vouloir à toute force passer devant le maire (et pourquoi pas le curé ! Pourquoi pas, tant qu'on y est, remettre au goût du jour l'exigence de la virginité, pour faire délicieusement rétro ?) afin de s'unir à une autre personne du même sexe – y compris si c'est celle que l'on aime le plus au monde (à un moment donné) ?

Cette aspiration au mariage de ces homos-là est le mouvement inverse de la libération sexuelle : un désir éperdu de rejoindre la norme. Quoi qu'il s'agisse d'un contrat civil, on sent dans leur revendication du mariage tout un contenu symbolique d'inspiration religieuse ; c'est pourquoi sans doute certain-e-s de ceux qui la portent s'agacent des positions réactionnaires de l'Eglise – alors que celle-ci ne fait que jouer son rôle habituel. Mais quelle bizarrerie que des homos rejoignent les chrétien-ne-s traditionalistes pour s'appuyer sur la famille comme fondement de l'ordre social ! Bien sûr, leurs préoccupations sont différentes : les seconds défendent leur attachement à d'antiques croyances et idées, alors que les premiers, en mal d'enfants, voient sans doute avant tout dans le mariage le moyen de faire reconnaître leur sexualité minoritaire. Il n'en demeure pas moins que bien d'autres contrats plus adaptés à la réalité des relations amoureuses actuelles auraient pu être mis en avant – comme le PACS, qui est sûrement « améliorable » sans devenir un pastiche du mariage.

### ... et vive la libération sexuelle !

De plus, beaucoup d'homosexuel-le-s se soucient assez peu du mariage : seule une infime fraction de ce qui, par la diversité des opinions et valeurs qu'on y trouve, n'est pas vraiment une « communauté » aspire à la fondation d'une famille. La question du mariage mobilise surtout quelques associations d'activistes en quête de nouvelles causes permettant de dénoncer l'homophobie rampante et de justifier leur existence.

La « gauche » au pouvoir, quant à elle, tente avec le « débat » en cours essentiellement de détourner l'attention de la politique qu'elle suit : ayant démontré sitôt élue, et sans nulle surprise, qu'elle ne changerait rien à l'ordre capitaliste, elle offre à ses soutiens faiblissants cet enjeu « sociétal » avec l'espoir de lui faire perdre un peu de vue le mécontentement général. En mai 2012, Barack Obama avait déjà donné le ton : surmontant d'ultimes réticences liées à ses convictions religieuses, et après avoir cédé au patronat sur tous les terrains économiques et sociaux, il s'est prononcé en faveur du mariage gay pour s'efforcer de redonner un but au camp du « progrès ».

Dernière remarque : dans le soutien apporté à cette revendication du mariage, on ne peut que constater un fort désir d'assimiler les « gays » – autrement dit, une volonté de les voir quitter leur place un peu à part dans la société : fini la cage aux folles, les obsédés chassant un bon coup, les pervers à tendance plus ou moins pédérastique. Bien plus que les gays eux-mêmes, la grande majorité de l'opinion « gay-friendly » applaudit ainsi ce désir de famille qui les rend enfin pleinement fréquentables. Une fois mariés, rangés, déclarés, ils et elles cesseront de représenter un groupe trouble et dangereux. La mise en avant – par le biais de l'adoption ou des techniques de procréation assistée – du couple et de la reproduction sur la « débauche » marque le triomphe d'une conception morale de l'homosexualité. Comme le souligne l'écrivain Benoît Duteurtre, « notre époque postmoderne accomplit par là son idéal fusionnel – ou confusionnel – en enveloppant tout (ordre, rébellion, norme, transgression, minorité, majorité, religion, péché...) dans un même paquet cadeau égalitaire marqué du sceau de la loi et du respect ».

*Alors, le mariage des homos pour faire chier les réacs, oui – mais la libération sexuelle pour renverser l'ordre social, encore plus oui !*



# EN GUERRE

## A PROPOS DE L'INTERVENTION FRANÇAISE AU MALI

« *En aucun cas la France n'interviendra elle-même au Mali* » (François Hollande, octobre 2012).

« *La guerre est toujours le premier vœu d'un gouvernement puissant qui veut devenir plus puissant encore* » (Robespierre, décembre 1791).



maintenu grâce à un nombre important de réseaux plus ou moins mafieux qui cadrent les relations de domination entre la métropole et ses anciennes colonies. Cet ensemble de réseaux inextricables se manifeste en tant que force réactionnaire en réprimant tout mouvement populaire paysan et ouvrier, en annihilant toute aspiration à la liberté, à l'autonomie et à l'autodétermination des peuples d'Afrique, par l'installation et le soutien systématique à des régimes corrompus, des gouvernements fantoches et autocratiques qui vont dans le sens des intérêts économiques de l'État

### IMPÉRIALISME, NÉOCOLONIALISME ET CAPITAL

« *Le temps de la Françafrique est révolu* [1]. »

**C**'est ce que claironnait François Hollande, président de la République, lors de sa visite à Dakar, au Sénégal, en octobre dernier. En cela, il se différenciait alors de Nicolas Sarkozy, qui lui s'était particulièrement illustré par son célèbre discours rétrograde et raciste sur l'histoire de l'Afrique. On qualifie de Françafrique ce qui relève de la persistance caractérisée du « pré carré » français – pendant mais surtout après les « indépendances » proclamées des années 1950-1960, résultat des mouvements d'émancipation anticolonialistes et des guerres de libération nationale – en matière économique, politique, militaire et culturelle,

hexagonal et de ses tentacules industriels. Sous la férule des logiques impérialistes depuis plus d'un demi-siècle, dévastés par les différents plans d'ajustement structurel des années 1980-1990 qu'ont imposés des organismes internationaux comme le FMI (Fonds monétaire international) ou la Banque mondiale, les politiques des États africains francophones n'ont été que rarement souveraines. On pouvait penser alors naïvement que la gouvernance socialo-écologiste allait faire rupture avec les méthodes néocolonialistes qui prévalent encore aujourd'hui sur le continent africain (trafics d'influence, ingérences économiques, politiques et militaires etc.). D'autant que nombre de votants pour le candidat socialiste sont issus des minorités diasporiques africaines et maghrébines (descendants d'immigrés, exilés économiques et/ou politiques d'organisations ou d'associations progressistes),

[1] François Hollande à Dakar : « Le temps de la Françafrique est révolu », LeMonde.fr, 12/10/2012.



agacées par les rodomontades de la droite. On imagine que ce fut aussi le cas en mai 1981. Or, depuis le début de la présidence, le gouvernement n'a pas cessé de donner des gages de respectabilité à la Françafrique, en invitant des dictateurs tels qu'Ali Bongo, Idriss Déby, Alpha Condé, Denis Sassou Nguesso, Alassane Ouattara ou encore Blaise Compaoré, respectivement présidents du Gabon, du Tchad, de la Guinée, du Congo-Brazzaville, de la Côte d'Ivoire et du Burkina Faso [2]. L'opération française au Mali, lancée à partir du 11 janvier 2013 sous le nom de code «Serval», se situe dans la lignée de la marque de fabrique de la Constitution de la Ve République gaullienne, issue des guerres coloniales, qui place le président de l'exécutif sur un piédestal en tant que chef des armées, et de l'influence encore fort prégnante de la France en Afrique, quoi qu'en disent les théoriciens impérialistes du *déclin* (journalistes, politologues, experts, etc). François Hollande est un chef de guerre, et, comme tous ses prédécesseurs, il souhaite tout simplement affermir la position stratégique de la France. En effet, cette dernière, ainsi qu'on l'a dit plus haut, a de nombreux intérêts économiques sur le continent par le biais des multinationales, en s'accaparant les richesses des matières premières dites *stratégiques* pour les industries d'extraction et de transformation de l'économie capitaliste (uranium, manganèse, pétrole, gaz, fer, or, bauxite, phosphate, cobalt, diamant, nickel, bois précieux, coltan, huile de palme, etc.) qu'il ne faut surtout pas laisser aux autres puissances concurrentes : les États-Unis et la Chine. Tant pis si ces matières premières sont bradées à des prix dérisoires ou si les conditions de travail pour les extraire soient exécrables (à l'image des bananeraies et des palmeraies au Cameroun, et des mines de Coltan dans la région du Kivu, au Congo-Kinshasa, dont profite le groupe Bolloré, ou encore des mines d'uranium pour le compte du géant de l'industrie nucléaire Areva au Niger). N'en déplaise aux citoyens et autres humanistes, en Afrique comme ailleurs, les droits de l'Homme passent après les intérêts économiques de la classe capitaliste [3].

La guerre au Mali était dans les plans de la France depuis quelque temps déjà : les enlèvements de travailleurs et de ressortissants français au Niger[4], l'implantation de groupes islamistes comme AQMI (Al-Qaïda au Maghreb islamique) particulièrement hostiles aux intérêts économiques de la France et de ses partenaires régionaux tels que l'Algérie, la volonté des puissances émergentes de s'implanter petit à petit en Afrique ont pesé dans l'entrée en guerre. De plus, il y a, bien entendu, la volonté de sécuriser les voies de transport qui donnent un accès direct aux matières premières comme l'uranium [5]. Cependant, cette guerre est la suite logique de ce qui s'est passé dans les pays au nord du continent. L'intervention militaire franco-britannique et de leurs alliés états-uniens en Libye aux côtés des rebelles et l'effondrement du régime de Kadhafi qui s'est ensuivi ont provoqué la prolifération d'armes partout dans le désert sahélien. De fait, cela a favorisé le début de l'insurrection des peuples touareg qui luttent, depuis les années 1960, contre l'État malien, sous la bannière indépendantiste et laïque du MNLA (Mouvement national de libération de l'Azawad – région du nord du Mali), mais aussi sous les différentes bannières des groupes islamistes (Ansar Dine, MUJAO – Mouvement pour l'unicité et le Jihad en Afrique de l'Ouest...). Après plusieurs mois d'équilibre apparent au sein d'une alliance qui se voulait, de fait, stratégique contre l'Etat central, il est apparu que les forces du MNLA, vues au départ par les services français comme de possibles interlocutrices dans la lutte contre le terrorisme, étaient prises dans un jeu de dupes avec les islamistes et se retrouvent dépassées par ces dernières. Les forces loyalistes, c'est-à-dire du gouvernement malien, sont mises en déroute. Dans le sud du pays, à Bamako particulièrement, on s'affole, on entend des rumeurs de coup d'État, ce qui peut être surprenant dans un pays qui est présenté, du moins en Occident, comme ayant une culture politique « démocratique » largement au-dessus de la moyenne en Afrique [6].

[2] « Le Président Ali Bongo ouvre le bal des dictateurs français à l'Elysée », Afrohistorama.info, 4/7/2012.

[3] « Les guerres africaines de Vincent Bolloré », Le Monde diplomatique, avril 2009.

[4] « Lettre ouverte des amis d'Antoine de Léocour au ministre de la défense », Archives-lepost.Huffingtonpost.fr, le 13/01/2011. Au Niger, en janvier 2011, Antoine de Léocour, ancien étudiant à l'Université de Poitiers et son ami d'enfance Vincent Delory, ont été assassinés, suite à leur enlèvement par des membres d'Aqmi. Des amis d'Antoine, avaient alors vivement critiqué, dans une lettre ouverte adressée au ministre de la Défense Alain Juppé, l'action de sauvetage des forces armées, la politique de la France dans la région et l'instrumentalisation de la mort de leur ami à des fins guerrières.

[5] « Des forces spéciales pour protéger l'uranium français au Niger », Reuters, 24/01/2013.

[6] Dossier de l'association Survie : « Les zones d'ombre de l'intervention française au Mali », Survie.org, 24/01/2013.

C'est une période d'intrigues, de rebondissements et de rapports de forces politiques entre les pouvoirs civils et militaires du pays. Une poussée de fièvre patriotique éruptive, avec pour thèmes principaux la reconquête du nord du pays, l'unité et l'intégrité territoriales, prend de l'ampleur. Elle est aussi traversée par des organisations politiques et syndicales ayant de fortes revendications sociales, à l'instar du MP22 (Mouvement populaire du 22 mars) [7]. Et ce, dès le lendemain du coup d'État militaire du 22 mars 2012, mené par le Conseil national pour le redressement de la démocratie et la restauration de l'État, qui est dirigé par le capitaine Amadou Haya Sanogo contre le président en place Amadou Toumani Touré, considéré comme corrompu et surtout incapable de régler le problème au nord du pays. Rappelons que la gangrène économique et les pratiques corruptrices (rançons, trafics d'armes et de drogues, etc.) au sein de l'armée malienne ne sont guère favorables à la mobilisation, et engendrent dans ses rangs des vagues de démoralisation et de désertions et des retournements. A croire qu'au nord du Mali on aime très peu les militaires loyalistes. Bref, il n'empêche que l'État malien est complètement désorganisé et que le coup d'État militaire n'a pas apporté les fruits escomptés ; bien au contraire, il a affaibli un peu plus l'État malien, et permis par exemple au MNLA de déclarer l'Azawad libre et indépendant. La réaction militaire n'a pas fonctionné. Et pour cause : le coup d'État militaire a plusieurs ennemis. D'abord le FDR (le Front uni pour la sauvegarde de la démocratie et de la République), créé en réaction au putsch, et qui regroupe une quarantaine de partis et organisations les plus influents du pays. Puis une partie de la « communauté internationale », en particulier les pays africains limitrophes faisant partie de la CEDEAO (Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest, actuellement sous la présidence d'Alassane Ouattara, président ivoirien grâce à la France) qui n'ont pas voulu reconnaître ce gouvernement militaire en lui infligeant des sanctions économiques [8]. Ces pressions diplomatiques, économiques et politiques ont eu raison de lui : il n'a duré qu'une vingtaine de jours. De toute manière, il n'avait aucune chance de manœuvre. Isolé, incapable également de régler le problème des déplacés et des réfugiés de cette crise (selon les ONG, il y en aurait

près de 400 000 !) [9], Amadou Sanogo et sa junte ont dû rendre le pouvoir politique à la « société civile », et c'est donc le président de l'Assemblée nationale Dioncounda Traoré qui est devenu président de la République du Mali par intérim. Cela dit, les militaires ont encore beaucoup d'influence, car ils sont tout de même arrivés à mettre la pression pour obtenir la démission du Premier ministre Cheick Modibo Diarra (gendre de Moussa Traoré, ex-dictateur du pays de 1969 à 1991 a été par ailleurs astrophysicien à la NASA pendant près de vingt ans, et il est actuellement le président de Microsoft-Afrique), remplacé par Diango Cissoko le 12 décembre 2012.

## **PROPAGANDE MÉDIATIQUE, DIPLOMATIQUE ET MILITAIRE**

Cette situation a toutefois entraîné une plus grande déstabilisation politique et militaire qui profite aux puissances extérieures au pays – tout particulièrement la France, qui a vu ses craintes et en même temps ses appétits grandir. Elle est désormais en bonne place pour prendre le pas sur la gouvernance malienne dans la région, mais aussi sur le plan international. Le printemps et l'été 2012 ont été le théâtre d'un véritable feuilleton diplomatique du côté français. En réalité, il n'y a plus de diplomatie autonome malienne : tout se décide à Paris, avec l'aval de l'Union européenne évidemment, et à New York où siège l'ONU (Organisation des Nations unies). Les Maliens sont dépossédés de leur diplomatie, et les autres pays africains sont à la botte de la diplomatie française, et ce n'est pas l'Union africaine qui peut faire quoi que ce soit contre, tant les intérêts sont divergents entre les États qui la composent. Hypocritement, Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères, a dit comme le chef de l'État qu'il attendrait une résolution de l'ONU pour faire intervenir les forces armées. Or, il semble que la France s'est assise sur la résolution 2085 de l'ONU en ce qui concerne l'opération au Mali, qui prévoyait l'utilisation exclusive des forces africaines de la MISMA (Mission internationale de soutien au Mali) [10]. L'ONU est devenue le vernis légitime et démocratique pour toute intervention impérialiste et néocoloniale de l'armée française – on l'a constaté lors de la destitution de l'ex-Président ivoirien Laurent Gbagbo en avril 2011. Et, à défaut

[7] MP22, mené par le parti SADI (Solidarité africaine pour la démocratie et l'indépendance), d'extrême gauche « souverainiste ».

[8] « La CEDEAO prend des sanctions politiques et économiques contre le Mali », Afriqinfos.com, 29/03/2012.

[9] « Une ONG dénombre 400 000 Maliens réfugiés », LeMonde.fr, 23/01/2013.

[10] « Mali : l'opération "Serval" est-elle légale ? » LeMonde.fr, 14/01/2013.

de l'ONU, les accords de défense bilatéraux entre la France et ses anciennes colonies font l'affaire... La propagande pour une intervention militaire a tout doucement commencé à faire son chemin pendant l'été. Les médias français ont annoncé que les autorités maliennes souhaitaient l'intervention ; or, elles n'avaient pas le choix, dans la mesure où la diplomatie de la France s'est imposée en maître. L'automne dernier, le Président Hollande niait encore sa volonté d'intervenir au Mali alors que nombre d'observateurs avaient souligné les manœuvres diplomatiques et militaires de la France. Habilement, il en a surpris plus d'un lorsqu'il a obligé François Bozizé, ami fidèle et président de la République centrafricaine – où il y a une base militaire avec plus de 250 militaires français présents – à négocier avec les troupes rebelles coalisées de la Séléka, coalition qui menaçait son pouvoir [11]. C'était simplement pour mieux préparer l'opération au Mali : ça l'aurait foutu mal de voir l'armée française intervenir dans deux pays du continent en même temps – voire trois si l'on compte (le fiasco de) l'opération commando en Somalie pour aller libérer un agent secret de la DGSE (Direction générale de la sécurité extérieure). Ensuite, il y a eu l'instrumentalisation éternelle et incontournable du discours sur l'humanisme, la défense de la « démocratie », des ressortissants français, des femmes maliennes – premières victimes du conflit, face à l'obscurantisme religieux des groupes islamistes par l'application de la Charia –, bref tout ce qui forme le socle de propagande consensuelle dans la guerre contre le terrorisme international, masquant la mise sous tutelle d'un pays et la rivalité avec la puissance impériale, comme les États-Unis, influente dans la région [12]. Voilà maintenant que plus de 2 000 Français (avec leurs tonnes d'armes) avec des centaines de membres d'armées africaines amies se retrouvent dans le combat contre le terrorisme, mais surtout pour la sécurisation des matières premières, la vente d'armes – avec le spectacle des avions de chasse des marchands de canons hexagonaux (Rafale et Mirage)

[11] « Hollande : la France n'interviendra pas dans les affaires de la Centrafrique », France24.com 27/12/2012.

[12] « Les USA ont formé les islamistes surentraînés au nord du Mali », Bamada.net, 19/01/2013.

En effet, coutumiers du fait, les États-Unis ont sans doute joué un double-jeu, car nombre de militaires maliens (en majorité touarègue) ont été formés par les instructeurs américains afin de lutter contre le terrorisme dans ce qu'on appelle maintenant le « Sahélistan ». Aujourd'hui, une partie de ces militaires qui forment l'élite de l'armée se sont retournés contre les populations et le pouvoir central en rejoignant les rangs islamistes.



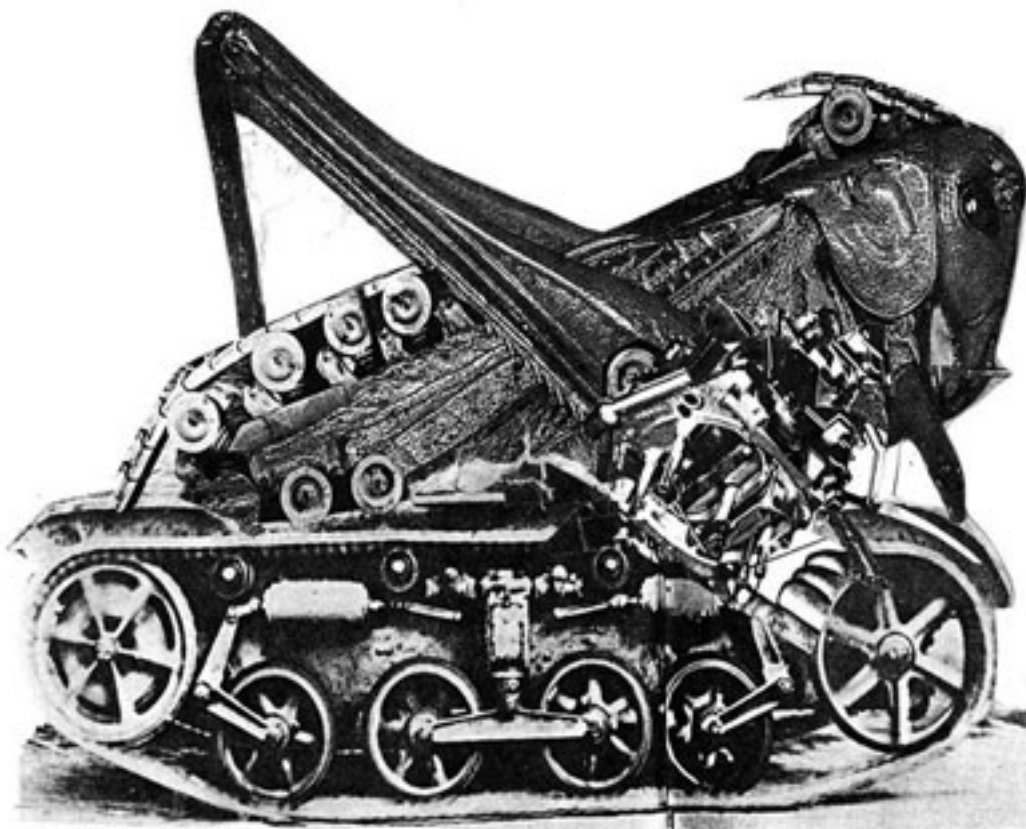
pilonnant allègrement les jeeps des islamistes – et un remplacement stratégique dans la région sahélienne face à d'autres puissances, en tant que gendarme indispensable. Comme si de rien n'était, sans s'interroger sur le *casus belli* de la France, les médias relaient à leur habitude les mensonges et les non-dits révélateurs du gouvernement, sur fond d'images de scènes de liesse des populations maliennes [13]. Et, comme par enchantement, au moment où débute l'opération militaire, le ministère de la Défense fait une énorme campagne publicitaire de recrutement pour l'armée de terre [14]...

### **LA GUERRE C'EST LOIN, LÀ-BAS... MAIS C'EST AUSSI ICI !**

La propagande médiatique profite de l'ignorance de nombreuses personnes en ce qui concerne l'Afrique et son histoire. Ce qui en ressort, ce sont toujours les mêmes clichés : guerres, maladies, catastrophes. Donc rien que les conséquences, et non les causes de la situation. Cela ne fait qu'entretenir une image

misérabiliste et essentialiste de l'Afrique : c'est une « affaire de nègres » de plus, en somme. Pourtant, la guerre à l'extérieur de l'Hexagone a des conséquences à l'intérieur : l'État agite le chiffon rouge du plan Vigipirate, qui permet de réduire encore les libertés individuelles et collectives ici, avec une présence plus massive des forces de police et de sécurité dans les espaces publics ; et aussi le renforcement des contrôles d'identité au faciès, qui va mettre un peu plus qu'à l'accoutumée la pression sur les Français d'origine immigrée et/ou d'extraction prolétarienne, ainsi que sur les sans-papiers déjà pourchassés par la police de Manuel Valls [15]. A Poitiers, il y a la garnison du quartier Ladmiraault, celle du régiment d'infanterie chars de marine (anciennement régiment d'infanterie coloniale du Maroc) où plus de 150 soldats appelés marsouins sont allés prêter main-forte à leurs camarades en guerre au Mali [16]. Dans la région, on peut également citer les 250 militaires membres du 1er régiment d'infanterie de marine d'Angoulême du quartier Fayolle, avec plus de 150 véhicules blindés légers et

des chars [17]. Par ailleurs, ce n'est pas la première fois que les militaires de la région ont à faire en Afrique : ce fut aussi le cas avec l'opération « Turquoise », lors du génocide au Rwanda, et l'opération « Licorne » en Côte d'Ivoire. Cette dernière a été le théâtre de la mort controversée de 9 militaires français, dont 5 Poitevins, dans la ville de Bouaké ; cette mort ne semble pas incomber uniquement au Président Gbagbo, il y a vraisemblablement eu une provocation de l'armée française visant à justifier la mainmise politique, économique et militaire sur la Côte d'Ivoire [18].



[13] Notons que ces scènes de liesse sont compréhensibles, ces populations vivant sous le régime de la Charia depuis des mois.

[14] « S'engager.fr : la nouvelle campagne de l'armée de terre », Défense.gouv.fr, 21/01/2013.

[15] « Vigipirate "rouge renforcé", qu'est-ce que ça change ? », Libération.fr, 14/01/2013. « 36 822 sans-papiers expulsés en 2012, un record », LeMonde.fr, 22/01/2013.

[16] « Les marsouins poitevins appelés en renfort au Mali », La Nouvelle République, 19/01/2013.

[17] « Angoulême : 250 militaires du 1er Rima en partance pour le Mali », Sud-Ouest, 24/01/2013.



La région Poitou-Charentes illustre bien le fait que l'Hexagone est aujourd'hui en guerre en Afrique, comme il l'a été pendant plus de dix ans en Afghanistan (deux soldats poitevins y sont décédés) : le premier soldat mort au Mali est passé par l'ENSOA (l'École nationale des sous-officiers d'active) de la ville de Saint-Maixent-L'École, située dans les Deux-Sèvres [19]. Abandonner un théâtre d'opérations pour un autre, abandonner un borbier pour un autre : en effet, comment contrôler tout le Sahel ? La prise d'otages meurtrière dans le site gazier In Amenas, dans le sud de l'Algérie, ne sera sans doute pas la seule du genre ; elle montre l'étendue de la possibilité d'angles d'attaque des groupes islamistes ou autres, mais aussi la situation alarmante des populations et de la déstabilisation des États autour du Mali, comme l'Algérie, la Mauritanie ou le Niger, pays d'installation d'une future base de drones de surveillance de l'armée américaine [20]. Et puis, quid des tensions et des rapports de forces entre les pays africains, si les forces de la MISMA s'éternisent ? Combien de temps la mission va-t-elle durer ?

Autant de questions qui restent sans réponse. Depuis 1996, le service national est révolu en France. L'armée est devenue professionnelle, on y apprend des métiers. Elle n'en reste pas moins une arme absolue, pour gouvernements et possédants, permettant de soumettre des millions d'âmes. De ce fait, les conflits auxquels participent les militaires aujourd'hui nous échappent : ils se déroulent entre professionnels. Ils n'en sont pas moins essentiels pour la perpétuation de la domination de la bourgeoisie et de l'économie capitaliste sur nos vies, en somme pour la préservation d'une société de classes. Ces conflits renvoient à une impuissance qui irrite nombre de progressistes et de révolutionnaires dont nous sommes. Certes, le fait de les mettre en lumière, les analyser et les dénoncer ne suffit pas, comme le soulignait Thomas Sankara – révolutionnaire communiste panafricain burkinabé – par la formule suivante : « *La maladie ne se guérit pas en prononçant le nom du médicament mais en prenant le médicament* », mais c'est nécessaire afin de ne pas tomber dans la résignation.

[18] « Tirs croisés entre avocats sur l'affaire de Bouaké », La Nouvelle République, 8/11/2012.

[19] « L'officier tué au Mali était passé par l'ENSOA », Lecourrierdelouest.fr, 15/01/2013.

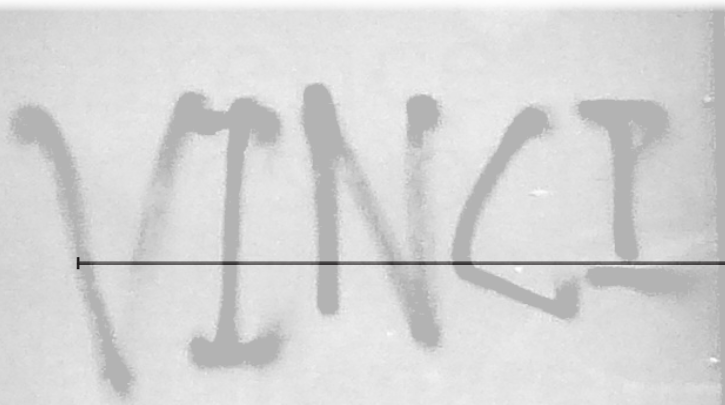
[20] « Une base de drones américaine au Niger : militarisation accrue au Sahel », Rue89.com, le 29/01/2013.

## VINCI EST PARTOUT, VINCI EST ICI

**N**ous ne referons pas une énième présentation de Vinci, cette multinationale leader du marché mondial de la construction ne cesse d'acquérir de nouveaux appels d'offres ; son influence et son pouvoir sur nos territoires se font de plus en plus omniprésents (gestion d'autoroutes, de parkings, gestion d'aéroport, construction des grands travaux inutiles européens et mondiaux, construction de prisons à l'étranger ou dans les DOM-TOM...).

Dans le Poitou, Vinci est le constructeur de la LGV Tours-Bordeaux il est responsable de nombreuses expropriations, de l'exploitation de milliers de travailleurs, de la scarification de la campagne poitevine... D'ailleurs Vinci obtiendra sûrement l'appel d'offres pour la construction de la LGV Poitiers-Limoges, élargissant son emprise à un nouveau territoire. Le groupe Vinci est aussi à travers sa filiale de construction Eurovia responsable de la restructuration urbaine de Poitiers et en particulier de son centre ville à travers le projet *Cœur d'Agglo* qui est initiateur d'une gentrification accrue contribuant grandement à la paupérisation de notre ville *bonhomme*. Vinci est aussi membre de « la Fondation de l'Université de Poitiers » ; en tant que l'un de ces Fondateurs, Vinci souhaite « soutenir toutes les initiatives de recherche et de mise en œuvre de procédés innovants de conception et construction pour un bâti plus performant sur les plans sociaux, économiques et environnementaux » [sic]. Dorénavant Vinci, sera le nouveau gestionnaire de l'Aéroport de Poitiers-Biard, pour une durée de sept ans. Le Syndicat Mixte de l'Aéroport Poitiers Biard considérant qu'il ne disposait ni des capacités ni des compétences pour assumer cette fonction très particulière de gestion et d'exploitation de l'aéroport, s'est réuni le 3 Décembre 2012 et a décidé de faire

appel à un gestionnaire privé, en l'occurrence Vinci Airports. A travers cette filiale l'entreprise est gestionnaire de 13 aéroports dans le monde et de 10 en France (Nantes, Rennes, Clermont-Ferrand, St Nazaire...). El Mustapha Belgsir, vice-président de Grand Poitiers en charge de l'économie Grand Poitiers déclare « *Ce qui est important pour nous c'est l'avenir de cet outil de développement économique qu'est l'aéroport, on a trouvé la stratégie proposée par Vinci sécurisante.* » / « *C'est un gestionnaire qui va faire bénéficier notre aéroport de sa connaissance, de son réseau de lignes aériennes. On ne va pas travailler qu'avec Ryanair, Vinci compte créer des lignes avec d'autres compagnies aériennes* ». En effet Grand Poitiers tendant à devenir une étoile d'échanges économiques au niveau français et européen, confier la gestion de l'aéroport à l'un des piliers du Capital s'avère une *excellente* idée. Vinci a déjà prévu de créer de nouvelles lignes européennes vers des destinations non desservis actuellement, il affiche d'ailleurs l'objectif de 170000 passagers d'ici 2019. Yves Dassonville, notre feu préfet, avant de partir a accordé à Vinci l'exploitation d'une carrière à granulats près de Loudun. Le groupe du BTP est autorisé a exploité cette zone jusqu'au 31 Décembre 2013, le granulat extrait servira au remblais de la LGV Tours-Bordeaux. Malgré l'opposition de la population locale et des élus locaux, le projet est passé en force. Yves déclare face aux réactions de l'opposition à ce projet « *Je vois mal comment je pourrais refuser l'autorisation à cette carrière. Le dossier a été examiné sous toutes les coutures. Supposons que je ne donne pas l'autorisation, immédiatement Vinci m'attaque et immédiatement Vinci gagne* ». Le groupe obtient donc sans soucis un nouveau projet, si Vinci exerce une telle pression sur un préfet il nous faudra plus que ce simple slogan « *Vinci Dégage* » pour les faire tomber.



# VIVRE EN VIENNE UN HYMNE AU BÉTON

**D**ans sa dernière livraison le mensuel du conseil général de la Vienne, Vivre en Vienne, n'y va pas par quatre autoroutes. Un premier article à la gloire de Vinci devenu le nouveau gestionnaire de l'aéroport Poitiers-Biard pour 7 ans. Comme le remarque le plumitif du CG, « Vinci déploie un peu plus ses ailes dans le Grand Ouest »... vers Notre-dame-des Landes sans doute... ! Vinci vient d'acheter pour 3 milliard d'euros la gestion des aéroports du Portugal. Il ne s'agissait ni plus ni moins qu'une privatisation puisqu'ils étaient gérées auparavant par l'Etat lusitanien. Même scénario à Poitiers où les collectivités locales qui géraient l'aéroport (en particulier la Chambre de commerce aux ordres des patrons) ont préféré offrir un outil performant à un groupe privé jugé plus compétent (pour faire des bénéfices s'entend !).

Page suivante, le Conseil général investit au quotidien dans le réseau routier départemental, nous dit-on. De quoi s'agit-il ? Pas tant d'entretenir les petites routes secondaires qui se détériorent entre les villages et les hameaux, mais des rocade de Chatellerault et de Montmorillon... « pour assurer le développement économique des communes »... et « pour notre sécurité » est-il affirmé sans rire. Stupides que nous sommes ! Si

Domoform, Aubade, les Fonderies ont licencié c'est parce qu'il n'y avait pas de rocade, de routes dignes de ce nom ! 1 km de rocade à Chatellerault, c'est 150 000 tonnes de remblais ; sur les 20 millions d'euros que coûtent ces deux rocades, 11 sortent de la poche du Conseil général. Comme ce dernier prétend consacrer 4,5 millions à la préservation de l'environnement on voit donc qu'il en dépense presque 3 fois plus à sa destruction, le compte est bon ! Mais une page de bon et loyaux services consacré au BTP ne suffit évidemment pas. La suivante nous amène vers la culture puisqu'un pont long de 22,50 mètres et de 6 de large ça s'appelle un « ouvrage d'art ». Le CG vient de signer une convention avec Réseau Ferré de France pour financer le franchissement du TGV Paris Bordeaux. Vivre en Vienne en profite à la suite pour fêter le 1200e recrutement pour le chantier LGV SEA de la LGV entre Tours et Bordeaux, dont 250 en contrat d'insertion. Signalons que ces derniers, présentés à la fois comme une obligation imposée aux entreprises et comme une bonne volonté d'icelles, sont de fait des emplois aidés de différentes manières et qui fournissent une main d'œuvre moins chère à ces entreprises. L'article ne nous dit évidemment rien sur les conditions de travail et de rémunération des 800 autres emplois ! Il se termine par un hommage dithyrambique

aux 74 piles construites en un an, à des fondations de 20 mètres de profondeurs, et à « 74 semelles de 80 à 900 m<sup>3</sup> de béton armé ». C'est beau comme un camion !

Evidemment tous ces grands, petits et moyens travaux ne sont destinés qu'à nous rendre la vie plus douce et non pour engraisser les grands groupes du BTP qui contrôlent une grande partie des dépenses publiques. Nous disons bien LES car si Vinci est, depuis quelques années et surtout depuis Notre-Dame-des-Landes, notre cible favorite il ne faut pas oublier que d'autres lobbies mafieux hantent et détruisent le paysage.

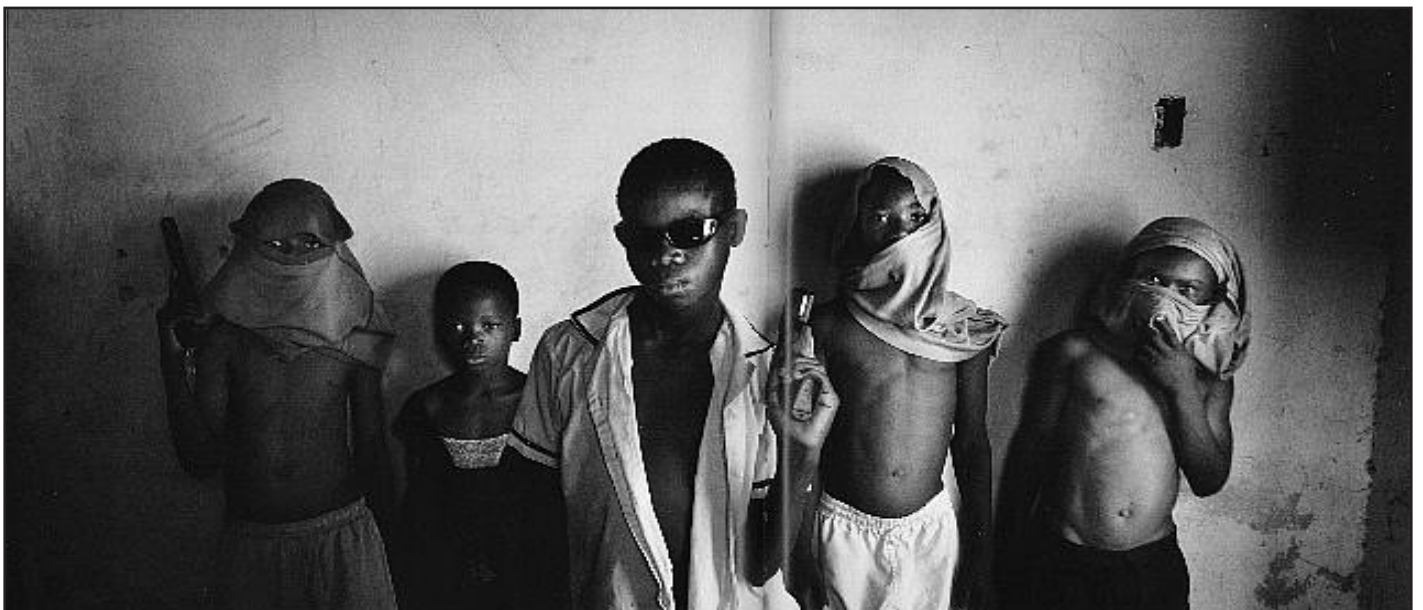
La nomination de notre nouvelle préfète de Poitou-Charentes est là pour nous le rappeler, elle qu'on peut sans crainte nommer Madame Eiffage, du nom d'un très grand des travaux publics, le troisième en France derrière Vinci et Bouygues, le quatrième en Europe. Il n'y a pas de plus belle carrière dans le bétonnage que celle d'Elisabeth Borne (cf article de bienvenue à notre nouvelle préfète).



# BIENVENUE À TOI ELISABETH BORNE

Tout comme ces prédécesseurs notre nouvelle préfète a le droit à sa petite présentation dans l'EN, bienvenue à elle. Polytechnicienne et élève de l'Ecole des Ponts et Chaussées c'est une femme irrésistiblement de gauche. De 1987 à 1993 elle officie à la Direction régionale de l'Equipement d'Ile-de-France dont elle devient secrétaire générale. Après un passage au Ministère de l'Education nationale sous Jospin, elle entre dans le vif du sujet au ministère de l'Equipement comme directrice de l'ADOMA : un sigle nouveau qui n'est qu'un changement de nom de la sinistre Sonacotra qui s'illustra pendant des décennies dans la gestion de foyers pour travailleurs immigrés). Elle devient ensuite chargée de la sous-direction des Chemins de fer. Les chemins de fer c'est pour relier les métropoles entre elles. En 2002 elle s'occupe un peu de ces métropoles en devenant conseillère chargée de l'Equipement, de l'urbanisme, du logement... et des transports, avant de reprendre le train comme directrice de la stratégie à la SNCF. Elle ne s'occupe pas du prix du billet mais des investissements liés aux LGV ! Devenue fine connaisseuse des rouages de l'Etat en matière d'aménagement du territoire et de grands travaux il ne lui reste plus qu'à faire profiter le Privé de ses connaissances : en 2008 elle devient directrice des concessions chez Eiffage et PDG de la Compagnie Eiffage du Viaduc de Millau. Pour très peu de temps puisque un an à peine après elle donne sa pleine mesure comme directrice de l'Urbanisme

à la ville de Paris. C'est dans cette fonction qu'elle déclare que la réflexion « nous a mené à la volonté de s'affranchir du plafond des hauteurs tel qu'il existe depuis le POS (plan d'occupation des sols) et d'accepter de monter jusqu'à 50 mètres pour les immeubles de logements (au nom de l'écologie et des espaces verts, bien entendu), ce que la gauche avait toujours combattu. « Nous voulons reconquérir ce territoire [la couronne de Paris] pour faire de la ville d'aussi bonne qualité que ce que l'on trouve dans le cœur de Paris. » En bon français, Paris intra muros devient un peu petit pour les riches et les bobos qui y habitent très majoritairement, adjoignons-lui des milliers d'hectares supplémentaires que nous saurons rendre attrayant (donc en chassant les pauvres). Quant aux restes d'ilots populaires de Paris « Nous avons également des projets de rénovation urbaine (Saint-Blaise 20e, Cité Michelet dans le 19e...) ». Tout est dit, tout reste à faire... Chemins de fer et transports, Logements des pauvres, BTP et urbanisme, on ne saurait trouver mieux en matière de CV de bétonneur-métropolisateur. Métropoleuse-bétonneuse devrait-on dire en novlangue politiquement correcte si, comme Catherine Coutelle notre député PS, on se réjouit de trouver enfin « une femme à la tête de l'Etat en Poitou-Charentes. Il ne reste plus pour réjouir totalement Catherine qu'à remplacer Papineau par une dame et Poitiers sera vraiment une ville Bon... homme !





# Cachez ces pauvres que je ne saurais voir

**A**insi donc voici venu le tour des jeunes sauvagesons? [1] Après trois années de travaux pour faire de Poitiers un modèle de métropole actuelle, pour faire entrer notre ville bonhomme dans la compétition avec Rennes, Nantes, Toulouse, Montpellier, Grenoble, ... voilà qu'il faudrait extraire ces jeunes, placés par l'aide sociale, d'un quartier de l'hyper-centre un peu trop bourgeoisement habité? La vindicte (pas si) populaire a encore besoin d'un peu de nettoyage pour qu'enfin le Plateau ressemble aux croquis des technocrates aux manettes de l'opération Cœur d'Agglo? Où nos sympathiques voisins vigilants souhaitent-ils mettre ces jeunes? À Vivonne, avec les prisonniers?

Loin en tout cas semble-t-il. C'est que les fenêtres grillagées, ça a le don de ternir le paysage. Et puis tout ce bruit et cette agitation dans la rue, c'est pas souhaitable non plus, il ne faudrait pas que les enfants scolarisés à Saint Hilaire [2] soient confrontés à un autre monde que le leur. Enfin sauf si cette agitation provient de quelques étudiants enivrés un jeudi soir, car voyez-vous il faut bien que jeunesse se passe, enfin une certaine jeunesse, celle qui a un avenir tout du moins. Il faut bien que ça s'encanaille un peu avant de commencer à mener son existence laborieuse. Et puis ça fait partie du folklore pictave depuis des siècles.

Mais parlons-en de cette culture, de cette vie nocturne pictave qui se meurt à petit feu, ou plutôt qu'on étouffe lentement. Parlons des bars fermés

par la préfecture, des bistrotiers qui tremblent d'organiser des concerts trop bruyants, de cet alcool qu'on ne peut plus acheter ni boire ailleurs qu'au troquet entre 21h et 1h30. Ou alors chez soi, bien au chaud, histoire d'être sûr de ne croiser personne. Enfin, quand on a la chance d'avoir un chez soi... Petit à petit, comme par une sorte de mimétisme effrayant, la vie du centre-ville se met à ressembler à l'angoissante nouvelle place d'armes : terne, lisse, inhospitalière. Le message est clair : tout ce qui vit un peu trop fort, marche un peu trop en dehors des clous est prié d'aller voir un peu plus loin si on y est pas. Une invitation claire à ne pas stagner dans les parages si le but de notre présence est autre que quelque opération marchande. Une invitation qui – les marginaux de la place du marché peuvent en témoigner – peut tout à fait prendre la forme d'une amende, d'une garde-à-vue un peu musclée, ou d'un squat qui prend feu opportunément...

Bouter la vie hors de Poitiers est un jeu dangereux (pour certains surtout), mais il en vaut la chandelle (pour d'autres surtout). À la clef, il y a peut-être le tampon de l'UNESCO et la certitude qu'une ville toujours plus musée attirera une nouvelle population qui ne craindrait pas l'ennui, elle. La vie, c'est dans quelques interstices qu'il faudra aller la chercher, si ces messieurs qui légifèrent daignent en laisser à la marge de leur rénovation urbaine. Pas grave, s'il ne reste plus assez de marge pour caser les marginaux, il reste toujours la case Prison. Par bonheur, beaucoup plus éloignée de l'hyper-centre celle-ci...

[1]<http://www.lanouvellerepublique.fr/Vienne/Actualite/Faits-divers-justice/n/Contenus/articles/2012/12/13/Le-centre-pour-mineurs-difficiles-fait-trop-de-bruit>

[2] Ecole privée catholique siégeant dans le quartier.

**SOLIDAIRES DE CES JEUNES QUI VIVENT AU 7 RUE ALIÉNOR D'AQUITAINE  
DERRIÈRE LES GRILLES D'UN ÉTABLISSEMENT DE PLACEMENT ÉDUCATIF**

*des voisins vigilants*



# L'IMPOSTURE SIONISTE ET LA CAUSE PALESTINIENNE

Il y a un an Pierre Stambul est venu à Poitiers nous parler du sionisme et de la guerre menée par l'Etat israélien contre les Palestiniens. Nous publions ici quelques extraits de son intervention et de la discussion que nous avons eu avec lui [1]. Nous aurons l'occasion d'y revenir dans une prochaine livraison de l'EN d'autant qu'il doit revenir prochainement à Poitiers pour parler de son livre Israël-Palestine, du refus d'être complice à l'engagement [2].

**P**ierre Stambul nous présente d'abord l'Union Française Juive pour la Paix dont il était le président et nous explique pourquoi l'UJFP s'est créée :

« ... Parce que le crime se fait en notre nom, les colonies s'appellent des colonies juives, l'État qui martyrise les Palestiniens et essaye de détruire leur société s'appelle un État juif et prétend parler au nom de tous les juifs... Notre première réaction a été : «c'est pas nous, nous n'avons rien à voir avec tout ça, c'est une perversion de notre histoire ou de notre mémoire». L'autre raison c'est une raison d'efficacité, parce que cette guerre a plusieurs composantes. Il y a une composante coloniale extrêmement forte ; une autre qui est plutôt ignorée, c'est que cette guerre ne serait pas possible sans une manipulation des histoires, des mémoires, et des identités juives. Donc nous, nous avons quelque chose à dire là-dessus, à expliquer. Il y a aussi des raisons de solidarité élémentaire, à la fois complète et totale avec un peuple qui est devenu aujourd'hui un petit peu emblématique comme d'autres le furent jadis, comme l'Algérie ou le Vietnam ; et aussi une solidarité avec cette petite poignée d'israéliens anticolonialistes : les «anarchistes contre le mur», le «centre d'information alternatif» qui est une association à la fois israélienne et palestinienne, il faudrait aussi citer «les femmes en noirs», la «coalition des femmes pour la paix», etc...

## PAS DE PAIX POSSIBLE AVEC LE SIONISME

« Le sionisme apparaît il y a 110 ans dans une Europe où pratiquement 60% des juifs du monde entier

vivent dans un seul pays, l'Empire Russe, dans lequel un antisémitisme obsessionnel est un moyen de gouvernement lorsque se produit l'écroulement de tous les grands empires : russe, suite à la révolution de 1917, ottoman, austro-hongrois... et donc il y a tout un mouvement des nationalités, avec l'idéologie un peuple = un État. Dans ce contexte les sionistes ont un vrai problème : existe-t-il un peuple juif ? Il y a un peuple Yiddish, ça c'est sûr. Mais est-ce que les Falashas d'Éthiopie, est-ce que les juifs d'Afrique du Nord, forment un même peuple ? Ce sont *des* peuples, avec une communauté de destin liée à la religion. Dans une ambiance d'antisémitisme total, la majorité des juifs s'engagent dans les mouvements révolutionnaires, une grande partie abandonne la religion. Les sionistes vont, en situation de très forte minorité, dire : «la séparation est obligatoire, nous ne pouvons pas vivre avec les autres». Le sionisme au départ est donc la théorie de la séparation, la théorie de l'impossibilité du vivre ensemble. Ils vont donc créer la langue (l'hébreu), le peuple (qui n'existait pas, il y avait *des* peuples), ainsi qu'un territoire. Ils vont décider, après avoir longtemps hésité, que pour avoir les religieux avec eux, le territoire sera la Palestine. Alors que la grande majorité des fondateurs du sionisme sont athées, ils vont prendre la bible comme un livre de conquête. Ils vont inventer, ce que Shlomo Sand explique assez bien dans son livre *Comment le peuple juif fut inventé ?*, la théorie de l'exil et du retour : la théorie que les juifs auraient été exilés (on sait maintenant que cela ne tient pas debout, les juifs sont très majoritairement des descendants de convertis), et qu'après 2000 ans d'exils, après cette parenthèse qu'aurait été la diaspora, les juifs reviennent dans

[1] Vous pouvez retrouver l'intégralité de cette conférence sur notre site internet : <https://epinenoire.noblogs.org>

[2] 600 pages aux poitevines éditions Acratie (86310 La Bussière)

leur pays. Tout ça c'est du pipeau. C'est à dire que le royaume unifié qu'ils veulent reconstruire n'a jamais existé, l'antiquité mythique qu'ils veulent reconstruire est fantasmée, et les juifs sont des descendants de berbères, d'espagnols ou de gaulois convertis. Ils vont arriver en plus à une période, au début des années 1900, où le colonialisme est une valeur montante, où même la gauche européenne est très massivement colonialiste, en considérant que l'Europe vient apporter la bonne parole à des peuples sous-développés qui en ont besoin (de la civilisation), et donc ils vont arriver (il y a la fameuse phrase de Zangwill : «une terre sans peuple pour un peuple sans terre») en Palestine avec l'impression qu'il n'y a personne, et donc ils s'installent. Là on entre donc dans le conflit. Ils vont trouver leurs «bons arabes», des féodaux qui vont vendre la terre, et vont monter petit à petit une contre-société, face aux palestiniens, mais ils avaient l'espoir que les palestiniens se rallieraient à l'entreprise sioniste,

qu'ils trouveraient finalement cela naturel et normal. Il faut comprendre que les sionistes étaient très minoritaires chez les juifs. En 1939, 4% seulement des juifs du monde entier vivaient en Palestine, et que si les États-Unis n'avaient pas fermés leurs frontières dès 1924, la grande majorité des juifs persécutés seraient partis aux États-Unis et pas en Palestine. Dans cette entreprise coloniale, les palestiniens vont commencer à se révolter dès les années 30, parce qu'il faut comprendre que le projet était à l'oeuvre, qui est un projet de dépossession complète de leur territoire. Les sionistes ont donc eu en permanence la volonté de construire un Etat, et ont ensuite été relativement totalement absents de ce qui a été la résistance juive au fascisme et au nazisme ; les principaux groupes de résistance ont été communistes (mes parents étaient aux M.O.I, mon père était dans le groupe Manouchian), ou étaient «bundistes» (le Bund était un parti révolutionnaire juif de l'Europe Orientale, qui était anti-sioniste, qui avait



aussi une théorie sur l'autonomie culturelle, c'est à dire le fait de lier la libération des juifs comme population opprimée à la révolution mondiale). Après la seconde guerre mondiale, aux Juifs qui n'avaient pas été exterminés et qui cherchaient un havre pour partir on leur refuse l'Amérique, l'Angleterre, la France... on leur dit «maintenant vous avez un pays, dégagez!», et donc il y a un espèce de consensus mondial pour se débarrasser de la question juive sur le dos d'un peuple qui n'avait aucune responsabilité là-dedans qui était les palestiniens. Contrairement à ce que la propagande sioniste a toujours dit, les arabes (on ne disait pas les palestiniens) ne sont pas partis d'eux-mêmes, ils ont été chassés par un plan délibéré d'expulsion. Les quelques uns qui ont pu rester, dont les descendants aujourd'hui sont les palestiniens d'Israël, sont des miraculés ! il y a eu en 1948 non seulement 800 000 expulsés, mais la destruction méthodique de 750 villages palestiniens, et l'effacement de la mémoire palestinienne.

## **OÙ EN EST LA PALESTINE ?**

Aujourd'hui où sont les lignes de front ? L'occupant a fait éclater la Palestine en cinq entités. Donc il y a une ligne de front à Jérusalem. Jérusalem c'est la ville des trois tiers : il y a 250 000 juifs israéliens à l'Ouest, et à Jérusalem Est il y a 250 000 israéliens et 280 000 palestiniens. Il y a une conquête qui se fait maison par maison (destruction) menée par des sionistes pour essayer de judéiser à marche forcée cette ville là et en chasser les occupants. Les destructions de maisons se font au nom de la Bible : David aurait vécu là donc on va détruire les maisons des palestiniens. L'autre entité c'est Gaza. Les israéliens en ont fait un laboratoire à ciel ouvert. Un blocus où ils expérimentent comment on peut affamer une population, la priver pas seulement de nourriture, mais d'eau, d'électricité, de matériel scolaire, de quoi rebâtir une maison... Gaza sans les tunnels ne pourrait pas vivre. Gaza ça a été les bombes au phosphore, l'uranium appauvri, de véritables crimes contre l'humanité... et la population résiste. Les jeunes de Gaza avaient écrit un manifeste : «merde au Fatah, merde au Hamas, merde à Israël, merde à l'occupation, nous voulons vivre normalement» et le «mouvement palestinien pour l'unité» est parti de Gaza, parce qu'il y a une aspiration des

palestiniens, à reconstruire, à trouver l'unité, et ce qui se passe en ce moment est très intéressant. La troisième entité éclatée des palestiniens c'est la Cisjordanie. En gros, plus de 40% de la superficie de la Cisjordanie appartient aujourd'hui aux israéliens. Les palestiniens ont signé à Oslo : «Zone A - B - C» qui voulait dire dès le départ qu'ils allaient être dépossédés de leur propre pays. On ne peut pas parler de la société israélienne sans parler d'apartheid. Les 20 à 25% de citoyens israéliens qui sont palestiniens n'ont pas droit à une dizaine de métiers : ils ne peuvent pas travailler dans les compagnies d'eau, d'électricité, de téléphone, dans l'enseignement, la fonction publique, ils n'ont pas le droit de posséder la terre (seul 2% de la terre appartient aux palestiniens), les bédouins ont régulièrement leurs maisons et leurs villages qui sont détruits... La cinquième composante ce sont les réfugiés. On a donc aujourd'hui un peuple qui est éclaté, qui résiste face à l'une des plus grande puissance militaire, et pourtant on se trouve dans une situation d'espoir.

## **L'ESPOIR ?**

Il faut toujours être prudent avec l'espoir, mais il se passe en ce moment des choses très importantes parties des révolutions du monde arabe, qui peuvent aller dans le bon sens, si on est conscient et lucide et que l'on se mobilise. Depuis longtemps l'impérialisme américain avait dit «les arabes, l'islam... c'est l'empire du mal», et dans le cadre du «clash des civilisations», les pays arabes étaient condamnés à avoir soit des régimes féodaux (comme l'Arabie Saoudite), soit des dictatures mafieuses (en Égypte ou en Tunisie), soit des régimes sanguinaires (comme le régime syrien ou yéménite), soit des voleurs qui sont aussi sanguinaires (Algérie)... Dans ces révolutions pour la liberté et la dignité, la question palestinienne n'était pas la question primordiale, mais elle l'est devenue assez vite. Elle l'est devenue pour plein de raisons, en partie aussi parce que l'état du monde arabe est une conséquence de la défaite de 1967 (2). La défaite de 1967 a coulé dans le béton tous les pays de la région, et des régimes pourris comme en Syrie ou en Irak ont été permis par la défaite de 1967. Je crois vraiment que si en Europe, partout dans le monde, on a conscience que le soutien à la Palestine c'est une lutte qu'il faut mener, eh ben on peut en quelques années changer le rapport de forces.

(2) dite « guerre des six jours » qui vit la défaite de l'Égypte, de la Jordanie et de la Syrie face à Israël.



## Occupation à la Rochelle

Depuis quelques jours, des opposants à l'aéroport de NDDL occupent une maison vide à la Rochelle. Pour rappeler que ces projets (aéroports, prisons, autoroutes, LGV, stades, centrales nucléaires, THT ...) sont destructeurs de terres et de vie. Pour s'opposer à l'aménagement capitaliste du territoire par des multinationales telles que Vinci, RTE, Bouygues, Eiffage. Et aussi pour accueillir une trentaine de marcheurs, partis de Nice en décembre dernier pour rejoindre à pied la ZAD (Zone à Défendre) de NDDL. Pour en savoir plus, passez nous voir dès maintenant (pour nous aider, discuter ou boire un coup) au 85 avenue Rompsay à la Rochelle ou envoyez un mail à [solidaritezad17@laposte.net](mailto:solidaritezad17@laposte.net) !  
NON A L'AEROPORT ET AU MONDE QUI VA AVEC !

Les Occupants du 85 Avenue Rompsay

## Des nouvelles du comité poitevin contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes

Le 13 Décembre le comité poitevin appelle à se rassembler au Palais des congrès du Futuroscope, où Vinci ingénierie organise son congrès. A 8h du matin peu de personnes sont présentes et les gendarmes les contrôlent et les fouillent (à la recherche d'explosifs) et leur font bien comprendre qu'ils/elles doivent partir.  
Le 18 Janvier le comité organise à la maison du peuple, une soirée publique où une projection et un débat ont lieu. Une centaine de personnes sont présentes. Il est décidé de faire une manif le lendemain après midi, cette action s'inscrivant dans le cadre de l'appel à la solidarité avec la lutte contre l'aéroport de NDDL.  
Le 19 Janvier, une trentaine de personnes sont au rendez-vous devant le siège du PS largement protégé par une grille métallique et un cordon de flics. Le groupe part en manif dans le centre ville de Poitiers, banderoles et slogans sont au rendez vous, la déambulation durera une bonne heure.  
Le 24 Janvier, à la Bussière, a lieu une soirée (projection/discussion) autour de la lutte à Notre Dame Des Landes. Régulièrement les murs de Poitiers sont ornés de tags hostiles au projet d'aéroport à NDDL, et de solidarité avec les ZADistes...  
[nonaeroportnddl86@riseup.net](mailto:nonaeroportnddl86@riseup.net)

## Vinci Dégage, Eiffage itou

Lundi 11 février, le Comité poitevin contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes avait appelé à se rendre à la cérémonie de prise de fonctions de la nouvelle préfète, devant le monument aux morts boulevard de Verdun à Poitiers, afin de « la remercier d'avoir été nommée pour s'occuper des grands projets inutiles locaux » (voir article page 16, « Bienvenue à toi Elisabeth Borne »).

L'accueil qui a été fait à quelques manifestants a été la parfaite démonstration des accointances entre les intérêts privés et le pouvoir. Un impressionnant déploiement de forces policières avait été mis en place, avec des rues barrées, et le sous-directeur de la sécurité a arraché avec hargne la banderole « Ni LGV ni aéroport, Vinci dégage ! » (badigeonnant ainsi son bel uniforme de peinture blanche), avant même qu'elle ait pu être visiblement déployée, au pied de l'avenue montant au monument où se pressaient les autorités civiles et militaires pour saluer la préfète. Ont suivi les interpellations et mises en garde à vue des deux personnes qui tenaient cette banderole (elles ont été libérées cinq heures plus tard en ayant refusé de répondre à toute question et à se soumettre à tout « marqueur »), et un contrôle d'identité pour toutes les autres, au motif

de participation à une « manifestation non autorisée ». Le dossier des deux gardés à vue a été transféré au parquet.

Dans son discours, la nouvelle préfète a souligné ses « priorités » : la question de la sécurité, bien sûr, mais aussi le chantier de la LGV Tours-Bordeaux, le projet de LGV Poitiers-Limoges... illustrant là encore les accointances entre le public et le privé.

Ce nouveau pas qui a été franchi dans la volonté de restreindre encore la liberté d'expression et de manifester fait suite à d'autres tentatives de ce qui est considéré par certains comme une tradition à Poitiers : il y a peu, trois camarades ont déjà été convoqués (ils ne s'y sont évidemment pas rendus) au commissariat pour « participation à manifestation non déclarée ». Et on a assisté à des tracasseries et contrôles répétés pour vente publique de journaux politiques : voici un an, la police avait ainsi saisi en pleine rue des exemplaires de L'Épine noire que nous proposons à la sortie d'une projection cinématographique au Théâtre, ce qui avait déjà valu aux diffuseurs du journal quatre heures au comico.

Nous ne céderons pas.

# CONTRE LA LGV ET SON MONDE

## Compte-rendu de la manifestation du 9 février à Limoges

Le 9 février dernier à Limoges, avait lieu une manifestation contre le projet de LGV Poitiers-Limoges (et pour le TER) organisée par des collectifs citoyens. Nous avons appelé à y participer. Nous nous y sommes rendu-e-s à quelques un-e-s...

Le rendez-vous était fixé à 9h30 – ça pique pour un samedi – à la monumentale gare de Limoges. Le collectif citoyen de la Vienne, après avoir négocié un tarif de groupe avec la SNCF, est venu en TER. Nous avons préféré la voiture, même si nous aurions bien fraudé collectivement le train.

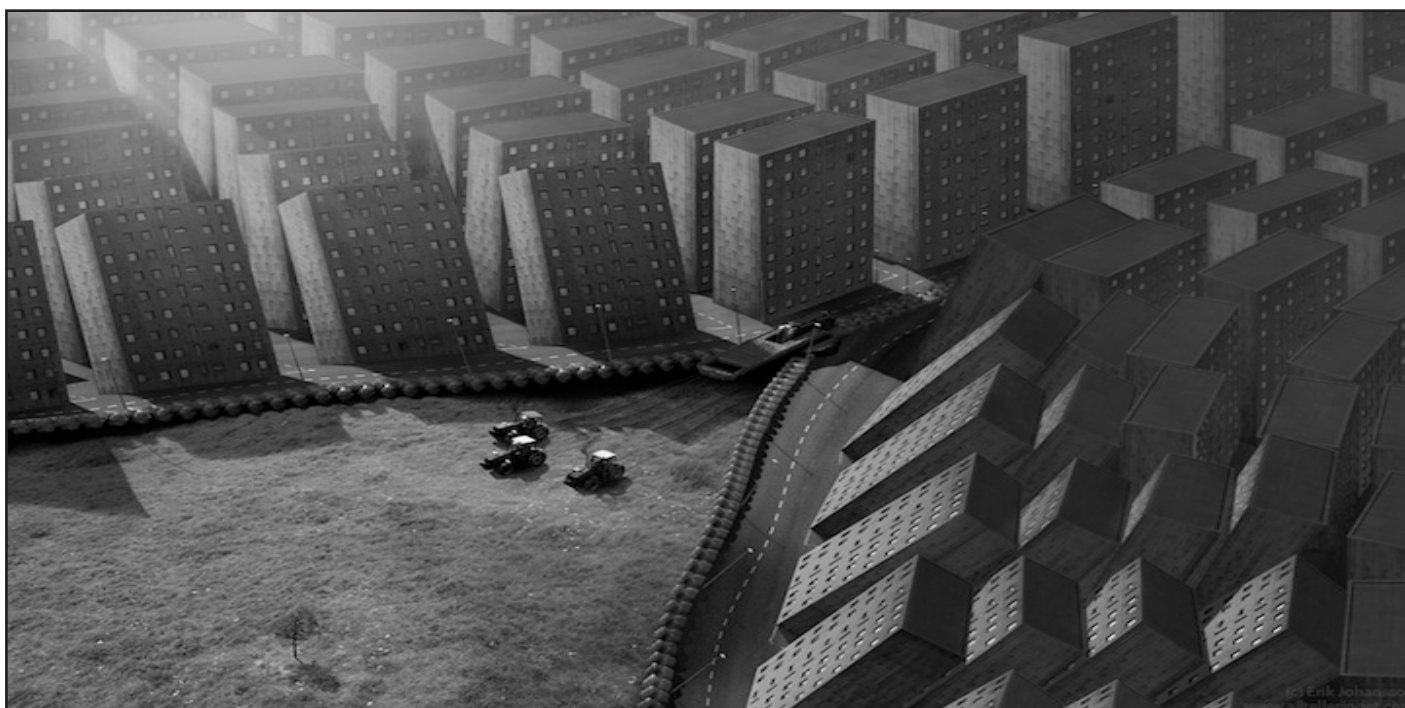
Différents collectifs des départements limitrophes avaient fait le déplacement, ainsi que des militants politiques, syndicaux, des élu-e-s locaux et... les caméras de TF1. Des paysan-ne-s avaient ramené leurs tracteurs, symbolisant la défense de la terre contre les projets d'aménagement capitaliste du territoire qui la bouffent ; et puis aussi (et surtout) le bras de fer entre le rail du rural pauvre (TER et Intercités) et le rail du citadin nanti (TGV).

Le défilé fut bref (gare-mairie-gare), bien encadré par les chasubles jaunes du service d'ordre citoyen

et par quelques uniformes, bleus ceux-ci. L'escale à la mairie fut l'occasion pour certain-e-s de pester contre la décision du maire de Limoges et du président de la Région Limousin de ne pas recevoir de délégation. Sur le perron de l'édifice, quelques représentant-e-s de collectifs se sont adressé-e-s au reste des manifestant-e-s (500 selon la presse). Le discours ne fut malheureusement pas des plus radicaux et peut se résumer (en gros) à la défense du service public du transport qui permet entre autres de se déplacer pour aller se tuer au chagrin.

Une consolation toutefois, celle d'entendre des membres du Comité de soutien 87 aux opposants à l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes battre le pavé en scandant des slogans tels que « Non à la vitesse, oui à la paresse » ou encore le désormais incontournable « Vinci dégage, résistance et sabotage ! » auquel nous avons joint nos voix. Ainsi, la critique de l'immédiateté capitaliste, ou encore du service public comme rouage de l'économie marchande, même si elle n'a pas été le discours majoritaire, a quand même participé au défilé. À nous de renforcer la critique radicale du TGV [1] et du monde qu'il sert, et de traduire en acte le slogan « ZAD partout ! ».

[1] À lire à ce propos, le texte « Relevé provisoire de nos griefs contre le despotisme de la vitesse à l'occasion de l'extension des lignes du TGV » disponible sur <http://limogespoitiers.com/?p=745>



# MAUX CROISÉS

## Horizontalement

- 1- Événement douloureux en psychologie / La France elle ...
- 2- Technocrate du béton.
- 3- Autruche d'Australie / On le fait avec l'alcool.
- 4- Les tien-ne-s / Les capitalistes de « l'écologie ».
- 5- Filière au lycée.
- 6- Rapport de domination et d'exploitation toujours d'actualité.
- 7- Les bourges le fuit / Veut rentrer à la maison.
- 8- On l'enferme en HP / Bouygues a fait celle de Vivonne .
- 9- Against All Authority / On y exploite les personnes handicapés.
- 10- Peut être présent dans le sel / pronom féminin.
- 11- Comité Anti-Répression / Les travailleuses le sont en rentrant du travail.
- 12- On le fait aux poulets / Ce porc de Phillippe Varin en est le patron.

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												
11												
12												

## Verticalement

- A- Conjonction de coordination / Elle dirige l'économie.
- B- Elles courent et sont incontrôlables / @ en anglais.

## SOLUTION DU NUMÉRO PRÉCÉDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21
A	Z	A	D			Z						R								G	
B	O		E	X	P	U	L	S	E	S		F		C						L	
C	O		T			P					A	I	M	A	N	T		P		I	
D			E			A					D		P				E		S		
E	A	E	R	O	P	O	R	T					P	I	L	L	E	U	R	S	
F	U		M		M		C	U	P	I	D	E		T				R		E	
G	S		I		O		H		A				A		G	M				R	
H	T		N			D	A	S	S	O	N	V	I	L	L	E				N	
I	E		E				I		O		O									D	
J	R		S				Q		L		T		H	O	L	L	A	N	D	E	
K	I				F		U		I		A						I			L	
L	T			F	O	I	E		N	I	V	E	A	U						E	
M	E				L				L	I	E						R	A	G	E	
N					I					M	I	N	E	U	R	S				S	U
O		I	V	R	E	S	S	E				U								T	

C- Unités de mesure d'une surface / Elle peut être judiciaire ou commerciale.

D- Roi d'Alfred Jarry / Initiales d'un journal local.

E- La mienne / Une falaise peut l'être.

F- Elle a fusionnée avec les ASSEDIC / Nouvelle génération nucléaire.

G- Les sourds-muets l'utilisent.

H- Sans Avenir Véritable / Vendeur de kebab de Poitiers.

I- 1024 Gigabits / Figures de rhétorique.

J- Peux / Les lascars y apprenaient l'électronique.

K- Tomasini et Dassonville le sont.

L- Monnaie courante en Égypte dernièrement / Agence Européenne Spatiale en Anglais.



[epinenoire.noblogs.org](http://epinenoire.noblogs.org)

[epinenoire@riseup.net](mailto:epinenoire@riseup.net)